

LA DRACHE...



Section Interrégionale de LILLE

Amiens - Dunkerque - Lille



Le bulletin d'information syndicale de l'UNSA Douanes
N°4 - février 2017



Visite du Directeur Général à Lille : Nouveau Directeur Général, mais pas nouvel horizon pour la douane et les douaniers !



Ce mercredi 15 février 2017, le nouveau Directeur Général, M. Rodolphe GINTZ, accompagné du Chef de Service, M. Jean-Michel THILLIER, est venu visiter plusieurs services de l'interrégion. A cette occasion, il a rencontré les syndicats locaux au siège de la Direction interrégionale des Hauts-de-France. Nous vous en faisons partager les quelques points forts.

En préambule, les représentants de l'UNSA Douanes ont insisté auprès du nouveau DG sur le **professionnalisme et l'attachement des agents à leur travail, ainsi qu'à leur maison « douane »**. Il s'agit pour lui d'intégrer une institution dans laquelle il pourra espérer acquérir le respect des gabelous s'il s'intéresse et défend pleinement nos missions.

Nous lui avons rappelé qu'un an auparavant, c'était Madame Croquevieille qui s'était présentée devant nous, au même endroit, en sa qualité de directrice générale des douanes. Elle avait tenu un discours flatteur à l'égard des douanes de l'interrégion de Lille, vantant son positionnement stratégique et son maillage cohérent. Quelques mois après son passage, nous apprenions les fermetures de Roubaix CO, Hirson SU*, Abbeville SU et Lille SU. On s'attendait à bien autre chose en guise de remerciements pour l'implication sans faille des agents ! **Aussi l'avons-nous interrogé sur les éventuelles conséquences de sa venue sur les structures ? La réponse arrivera sur le tard...**

Nous avons ensuite insisté sur le besoin de **ré-implanter une brigade à l'aéroport de Beauvais-Tillé, sur la nécessité de geler le PSD et ses fermetures de services, notamment Abbeville**, dans l'attente de connaître les conséquences du Brexit sur notre interrégion, placée en première ligne en cas de ré-armement des frontières CO et SU.

Enfin, nous avons sollicité le DG et le Chef de Service quant au besoin de **maintenir un réseau OP/CO fort et cohérent** afin de résister à la concurrence féroce des douanes du Benelux, en particulier celle d'Anvers. En effet, il est bien beau de présenter, en grande pompe à Bercy, les fameuses 40 mesures pour « dédouaner en France », mais comment faire s'il n'y a plus de douaniers pour prendre en charge les sociétés françaises et les accompagner dans leurs démarches. Là encore, dans l'attente de la mise en œuvre des DCN (dédouanement centralisé national), **il est nécessaire de geler les suppressions d'emplois.**



(*le 17 février, le tribunal administratif de Montreuil a annulé la fermeture de la brigade d'Hirson)

Quid du « Brexit » ?

Le Directeur Général indique qu'on ne sait pas ce qui va être décidé, les négociations entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne n'étant même pas engagées. La direction générale va donc devoir plancher sur plusieurs scénarii possibles. Le directeur interrégional ajoute que la douane doit amener Eurotunnel, les ports de Calais et de Dunkerque à réfléchir sur le changement de paradigme lié à l'abandon de la libre circulation actuelle.

Comme annoncé en préambule, face au contexte incertain du Brexit, L'UNSA douanes réclame une suspension des restructurations dans notre DI avant de connaître les conséquences réelles de ce dernier sur les missions douanières.



Une évocation d'une restructuration en cours...et d'une autre passée

1/ La fermeture d'Abbeville :



Le directeur interrégional rappelle que la fermeture d'Abbeville (pour un regroupement avec Amiens) a été actée lors d'un CTSD en novembre dernier, malgré une opposition unanime des représentants du personnel. On a eu le droit aux regrets de M. MEUNIER – *et on croit rêver* – sur la fermeture d'une unité, qui fonctionne bien, avec des agents toujours motivés, qui obtiennent encore de bons résultats et ce, malgré l'annonce de fermeture.

Justement, pour les agents, selon ses dires, tout semble rouler à merveille avec un accompagnement sur mesure : deux agents ont choisi Dieppe, d'autres Amiens.

De notre point de vue, le contact avec les agents ne donne vraiment pas cette impression, mais cela n'empêche pas l'administration de rester impassible devant leur souffrance.

Pour ce qui est de l'aménagement des nouveaux locaux à Amiens, on se retrouve devant le même optimisme du DI. *Mais là, on demande quand même à voir, tant le projet retenu paraît difficile à réaliser !*

En présence du DG, l'UNSA Douanes maintient son argumentaire de novembre dernier : la fermeture d'Abbeville est une erreur « tactique » qui va laisser un désert douanier transversal entre Dieppe et Amiens, sans compter le contexte incertain du Brexit qui pourrait nécessiter à nouveau une présence douanière accrue. L'exemple de Beauvais, qui suit, en est l'illustration parfaite.

2/ L'ineptie de Beauvais-Tillé :

Le DG et le DI sont conscients de la forte activité sur l'aéroport de Beauvais-Tillé. M. MEUNIER rappelle à cette occasion qu'il a renforcé la brigade de Nogent-sur-Oise pour répondre aux besoins sur ce site, mais il reconnaît que pour mieux le contrôler, il faut connaître son « biotope ».

Et sur ce point, tout le monde est d'accord pour dire que c'est difficile de maîtriser un environnement lorsqu'on n'est pas sur place !

Le DG semblait même étonné qu'avec un trafic annuel de 4,5 millions de passagers, il n'y est pas la douane à demeure. Pour défendre l'administration, **le DI explique qu'à l'époque où la décision de fermer la brigade de Beauvais a été prise, il n'y avait que 500 000 passagers/an. Celle-ci n'avait absolument pas anticipé le projet de développement de la plate-forme ; l'aéroport était en pleine croissance avec des vols en provenance d'Espagne, d'Europe de L'Est et même d'Afrique du Nord.**



Pour défendre la réimplantation d'une unité sur l'aéroport de Beauvais-Tillé, nous rappelons que la France reste sous la menace d'attaques terroristes. Aussi lorsqu'il a fallu tenir cette frontière « aérienne », suite aux attentats de 2015, les capacités opérationnelles de la BSI de Nogent ont dû être obérées. *D'ailleurs, l'administration était bien contente de pouvoir compter sur les quelques agents d'Hirson pour tenir, avec d'autres services, la frontière à Macquenoise, sic !* Enfin nous insistons sur le fait qu'un aéroport d'une telle importance sans service de douane à demeure ne peut que porter atteinte à l'image de la douane française.

L'idée semble faire son chemin dans la tête de notre hiérarque. Espérons qu'on verra réparer cette erreur stratégique commise au milieu des années 2000. L'UNSA Douanes défendra cette création de service et des emplois nécessaires ; il n'est pas question de les prélever dans d'autres brigades !

Quelques autres points...

Les agents qui géraient **les marchandises saisies au sein des RR**, dont l'activité est transférée vers les DR, perdent la prime comptable. Deux choix s'offrent à eux pour le moment : bénéficier de la garantie de rémunération à partir du 1er novembre (date de la fin du basculement des RR et non à partir du 1er avril, date de création de la RI) ou rester en RI, mais avec forcément avec un changement de travail.

L'attention du DG a été sollicitée sur cette « sanction » subie par les agents. Ne pourrait-il pas créer une nouvelle indemnité pour la gestion des marchandises saisies dans les DR ?

La vocation halieutique du bureau de Boulogne a été défendue par les représentants du personnel pour le classement de ce service en bureau principal.

La volonté, toujours du côté syndical, de **créer une brigade de sécurité et d'accueil à l'END Tourcoing** afin de sécuriser les locaux et donner une bonne image de l'administration par la présence d'uniformes. Cela avait déjà été sollicité par les syndicats lors de la visite du DG à l'école de La Rochelle.

En guise de conclusion, de la langue de bois

Le nouveau Directeur Général a attendu que l'UNSA Douanes réitère sa question sur l'avenir des structures pour souligner que l'administration des douanes est considérée par le Président de la République comme une administration prioritaire, car elle a une mission stratégique : la sûreté du territoire et la lutte anti-terrorisme.

C'est selon les propres mots du DG une priorité globale pour l'administration, qui ne veut pas dire que les structures ne doivent pas évoluer.

Le DI a complété ces propos en ressortant alors la doctrine administrative du moment : « l'heure n'est plus au mitage, mais à la concentration des moyens et des effectifs pour pouvoir se projeter ! »



Il faut comprendre que même en cas d'éventuelle augmentation des effectifs, il est toujours à craindre de nouveaux projets de fermetures de services dans l'interrégion des Hauts-de-France.

Ainsi, si « tout va bien » pour nos dirigeants, il n'en est rien pour les gabelous. Il nous faudra encore nous mobiliser pour la sauvegarde de nos emplois le jeudi 23 mars, journée nationale de grève et de manifestation en douane. (voir en page 4)

Représentativité dans les TPE : l'UNSA réalise une forte percée !

Les résultats de la deuxième édition des élections de représentativité des salariés des entreprises de dix salariés ou moins et employés à domicile, qui se sont déroulées durant la première quinzaine de janvier, sont à présent connus.

La CGT conserve la première place, avec 25,12 % des voix, et maintient son avance de 10 points sur la CFDT, qui reste à la deuxième place à 15,49 %. Mais toutes les deux reculent d'environ 4 points. FO demeure troisième et ne perd « que » 2 points, à 13,01 %, mais voit fondre son avance par rapport à l'UNSA (à peine plus de 0,5 point d'écart).

L'UNSA apparaît comme la gagnante du scrutin. L'organisation, qui avait déjà créé la surprise en 2012, gagne 5 points à 12,35 %. **C'est même le seul syndicat à progresser en nombre de voix soit le principal critère d'audience à prendre en compte.**

	CGT	CFDT	FO	UNSA	CFTC	Solidaires
2012	29,52 %	19,26 %	15,21 %	7,21 %	6,44 %	4,75 %
2017	25,12 %	15,49 %	13,01 %	12,35 %	7,44 %	3,5 %
variation	-4,4 %	-3,77 %	-2,2 %	+5,14 %	+1 %	-1,25 %

Six autres organisations se partagent les voix restantes, parmi lesquelles la CNT et les Syndicats anti-précarité (SAP).



APPEL A TOUS LES DOUANIERS GRANDE MANIFESTATION NATIONALE DU 23 MARS A CLERMONT-FERRAND

Chacun d'entre nous sait que la situation en Douane est de plus en plus difficile :

- Les suppressions de structures sont une épée de Damoclès suspendue sur la tête de chacun d'entre nous
- Les charges de travail liées au non remplacement de collègues augmentent de façon constante
- L'administration fait fi des délais légaux entre la fermeture annoncée lors des comités techniques et les fermetures réelles
- Une forte pression s'exerce sur les agents restructurés par le biais d'un chantage aux primes de restructurations (les premiers à quitter les services seront les premiers servis)
- Le mal-être grandit et n'a jamais été aussi prégnant dans notre administration
- Les concentrations de missions sont une erreur stratégique monumentale pour la défense des citoyens et la lutte contre la fraude

Le PSD et tous ses effets néfastes, que l'intersyndicale a combattu depuis déjà plus de quatre ans, s'est mis en place contre l'avis des douaniers. Grâce à la mobilisation de tous, par des manifestations et grèves historiques, nous avons réussi à retarder les projets de la DG. L'échelon régional, programmé à disparaître, a été sauvé. Mais, sournoisement, la déclinaison d'un PSD fragmenté, tout aussi dévastateur, est aujourd'hui une réalité aux quatre coins du territoire.

A ce jour, l'avenir de plusieurs services, principalement en OPCO AG, est très menacé par la concentration concomitante de toutes les missions : comptable (fermeture des RR), fiscale (TSVR, fiscalité énergétique, tabacs) et douanière (CDU, grands comptes). De plus, pour fêter son départ, la DG a fait publier une rafale de décisions administratives fermant une série de brigades.

Cette situation crée des incertitudes immenses dans la vie des collègues et des menaces permanentes sur la pérennité de leur cadre de vie. Face à cette situation inacceptable et aux détournements de l'accord d'accompagnement social par plusieurs directeurs de la DGDDI, **l'intersyndicale douanière ne restera pas spectatrice de cette déroute sociale portant gravement atteinte à l'avenir de la douane.**

Les agents des douanes sont dans l'attente d'une vision claire sur le sens de leurs missions et leur possibilité de travailler dans de bonnes conditions au plus près de leur lieu de vie et nous y veillerons ! Oui le service public douanier est indispensable partout sur le territoire !!!

Pour toutes ces raisons une forte mobilisation est plus que jamais nécessaire. Elle seule permettra d'envoyer un message fort et unanime aux candidats à l'élection présidentielle et aux élections législatives. L'intersyndicale sollicitera d'ailleurs ces derniers à cette occasion, afin de connaître leurs projets pour notre administration.

La manifestation nationale se déroulera à CLERMONT-FERRAND tant cette inter-région est emblématique des futurs déserts douaniers qui se profilent. Nous savons que l'investissement qui vous est demandé pour vous y déplacer est important. Il n'a cependant jamais été aussi nécessaire. L'intersyndicale, à nouveau rassemblée, compte sur vous. Prenez contact avec vos représentants syndicaux afin de faire de cette journée un succès retentissant !

Les douaniers ont toujours été déterminés dans la mobilisation, alors rendez-vous à CLERMONT-FERRAND le 23 MARS 2017 afin de clamer votre attachement indéfectible à la maison DOUANES